

la direction des ingénieurs royaux—comme il suppose que ceux-ci le seront—la dépense dépassera de beaucoup les prévisions et à chaque session nouvelle des crédits supplémentaires seront réclamés. A n'en pas douter, les travaux coûteront au pays plus que le double de ce que demandé le gouvernement en ce moment. Il est d'ailleurs fermement convaincu que les ouvrages de défense érigés à Toronto et à Hamilton seront parfaitement inutiles. Dans son rapport, le colonel Jarvis n'a pas supposé qu'une défense telle que nous l'entendons était possible à ces endroits. Il a tout simplement prévu des ouvrages qui permettraient aux troupes de tenir certaines places pendant quelque temps. Dans l'éventualité de l'occupation du reste du pays par l'ennemi, il a prévu que ces places formeraient un noyau vers lequel, en cas d'urgence, la milice du pays pourrait converger. En supposant que les places fortes résistent, qu'est-ce qui empêcherait les États-Unis d'opérer des débarquements n'importe où le long du lac Érié, de la rivière Detroit, des rivières Thames et Sydenham, de la rive orientale du lac Huron, ou de la baie Georgienne entre Owen Sound et Collingwood? A quoi bon défendre Toronto ou Hamilton, si tout le reste du pays est occupé par les troupes ennemies? M. Mackenzie démontre ensuite qu'en temps de guerre il serait pratiquement impossible aux navires de guerre de remonter le Saint-Laurent jusqu'au lac Ontario par une route largement dominée par l'ennemi. Notre meilleure défense, soutient-il, serait assurée par une armée bien exercée de, mettons, 25,000 volontaires affectés au maintien de l'ordre à l'intérieur et prêts à toute éventualité, et par une bonne milice sous la direction d'officiers d'élite prêts à servir en cas de guerre. Il est aussi loyal qu'un autre et empressé à consacrer nos moyens et nos ressources à la défense même des intérêts impériaux sur notre continent, mais il s'oppose à un système follement coûteux de fortifications qui ne donnerait rien. Il discute ensuite de la possibilité d'une guerre avec les États-Unis, démontrant que cette menace est moindre maintenant qu'elle l'était en 1862, 1863 et 1864, alors que ce pays disposait d'une immense armée et qu'on craignait de voir quelques sujets d'irritation dégénérer en guerre avec la Grande-Bretagne. Une fois la guerre civile terminée, les États-Unis ont manifesté des sentiments plus

amicaux et ont démobilisé leurs armées, ne conservant que ce dont ils avaient besoin pour assujettir le Sud. Les difficultés qu'ils éprouvent à gouverner un pays conquis dans le Sud les dissuaderont de tenter pareille expérience sur leur frontière septentrionale. Il soutient que non seulement l'érection, mais aussi l'entretien des fortifications projetées représentent une charge trop lourde pour nos ressources et démontre, par l'histoire de la guerre civile américaine, que les ouvrages improvisés en quelques jours se sont révélés plus efficaces contre l'ennemi que les fortifications les plus perfectionnées.

M. Cartwright est d'accord avec le député de Lambton pour reconnaître qu'il ne faut pas se lancer à la légère dans un projet de ce genre. Il ne fait aucun doute que la situation du Dominion ne se compare pas à celle des autres colonies de la Grande-Bretagne. Quant à la question débattue, soit dit sans vouloir prêter à l'honorable préopinant l'intention de rompre nos liens avec la mère patrie, si les partisans de la désunion coloniale l'avaient chargé de plaider leur cause, l'honorable député n'aurait guère pu faire mieux. Le véritable sens de certains des arguments invoqués par le député de Lambton est que le pays aurait tort de ne pas édifier son propre système de défense. Le député de Lambton a encore une fois manqué de logique. Quand une motion sensiblement semblable à l'amendement proposé a été déposée entre les mains de l'Orateur de la province du Canada et rejetée, en dépit d'un amendement proposé par le député de Châteauguay, le député de Lambton a voté contre (*Applaudissements*).

M. Mackenzie dit qu'il motivera bientôt sa conduite.

L'hon. **M. Holton** soutient que le député fait erreur lorsqu'il affirme qu'il (M. Holton) a proposé l'amendement en question.

M. Cartwright dit qu'on se leurre si l'on considère les États-Unis comme une puissance amie plutôt que comme un rival puissant et mal disposé. Nos voisins, il regrette d'avoir à le dire, nous ont trop souvent montré leurs véritables sentiments par le passé. Il ne faudrait pas supposer, non plus, qu'aucun motif de guerre n'existe entre l'Amérique et la Grande-Bretagne. Outre la suprématie des mers, que les Américains ambitionnent et